

# Dialogue politique en Côte d'Ivoire : Leonardo Santos Simão échange avec les opposants de la CAP au siège du MGC



En mission en Côte d'Ivoire depuis deux jours, Leonardo Santos Simão, représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, a rencontré le vendredi 18 avril 2025 les présidents des partis membres de la Coalition pour l'alternance pacifique (CAP-Côte d'Ivoire). Cette séance de travail s'est tenue en milieu d'après-midi au siège du Mouvement des générations capables (MGC), à Cocody Riviera-Golf, en présence de Simone Gbagbo, présidente du MGC et porte-parole de la coalition.

Autour d'elle, douze chefs de partis, dont Pascal Affi N'Guessan (FPI), Georges-Philippe Ezaley (PDCI-RDA) et Danièle Boni-Claverie (URD), ont pris part aux échanges avec la délégation onusienne composée de sept membres.

Au cœur de cette rencontre : la présidentielle d'octobre 2025 et les

---

conditions d'un scrutin transparent, inclusif et apaisé. Les responsables de la CAP-Côte d'Ivoire ont remis à Simão un document détaillé listant l'ensemble de leurs préoccupations. Parmi celles-ci figurent de graves anomalies constatées dans le fichier électoral : électeurs sans noms ni prénoms, sans date de naissance, sans information parentale, électrices fictives comptant plus de 50 enfants, personnes âgées de plus de 100 ans, ou encore des individus plus âgés que leurs propres mères.

La coalition a également dénoncé la composition déséquilibrée de la Commission électorale indépendante (CEI), dominée selon elle par des proches du pouvoir : 12 membres sur 15 dans la commission centrale et 610 présidents sur 630 dans les CEI locales seraient issus du parti au pouvoir. D'autres sujets sensibles ont été abordés, notamment le découpage électoral, le financement des campagnes, la communication politique et la réforme constitutionnelle.

À l'issue de la rencontre, Simone Gbagbo a salué l'écoute attentive de la délégation onusienne « Je suis très heureuse de les recevoir. Cela a été pour nous l'occasion de leur soumettre toutes les questions que nous nous posons régulièrement, notamment la nécessité de réformer le système électoral et de privilégier le dialogue national. » , déclaré Simone Gbagbo.

Elle a ajouté que la coalition attend du gouvernement une réponse responsable, capable d'ouvrir la voie à un véritable dialogue politique inclusif.

« Cette rencontre a été une belle opportunité pour la CAP-Côte d'Ivoire de soumettre à la délégation onusienne toutes les questions que nous portons depuis des mois, notamment la nécessité de s'asseoir et de parler avec les uns et les autres, particulièrement avec le gouvernement, pour que le dialogue national soit organisé », a-t-elle insisté.

De son côté, Leonardo Santos Simão a tenu à rappeler le rôle d'accompagnement des Nations Unies « Il s'agit d'une mission normale. Ce n'est pas ma première visite ici. La différence, c'est que le pays se prépare à des élections, et cela soulève des préoccupations spécifiques. La coalition nous les a exposées et nous en avons pris bonne note. »

Il a cependant souligné que la résolution des tensions politiques en Côte d'Ivoire relève avant tout des acteurs nationaux. « Nous avons toujours laissé le message que les réponses aux problèmes doivent venir de la classe politique ivoirienne elle-même. Notre rôle est de faciliter le dialogue, d'encourager les échanges entre acteurs pour parvenir à des élections

---

paisibles. », a-t-il ajouté.

Pierre Mèlèdje